



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 31- 3 août 2022

En bref

Le commerce bilatéral avec les États-Unis a atteint 384,7 Mds USD au premier semestre de l'année, soit une hausse de 14% g.a qui maintient le Mexique comme deuxième partenaire commercial du pays voisin après la Chine. Entre janvier et juin 2022, les États-Unis ont exporté 160,6 Mds USD de marchandises vers le Mexique, tandis que les importations en provenance du Mexique ont totalisé 224 Mds USD, soit un excédent commercial de 63,4 Mds USD pour le Mexique. Le Mexique représente ainsi 14,5 % du commerce mondial des États-Unis.

LE CHIFFRE À RETENIR

+ 14%

Hausse annuelle du commerce bilatéral
entre les États-Unis et le Mexique sur S1
2022

Zoom sur

Les États-Unis sortent leur rapport mondial sur le climat des investissements. Selon le rapport, les pays du CA-4 souffrent d'une situation politique instable, d'une pauvreté exacerbée par la pandémie et d'une corruption endémique empêchant le développement d'infrastructures pour améliorer leur place dans le classement d'attractivité. Au Honduras, la corruption et la faiblesse de l'État de droit sont vues comme les principaux risques pour les investisseurs. La récente élection de Xiomara Castro, saluée par les États-Unis peut être l'occasion d'un renouveau économique. Au El Salvador, les contraintes budgétaires et l'endettement ont freiné la dynamique de croissance des IDE. Le rapport souligne par ailleurs la politique pro investissement du Président Bukele qui relève cependant souvent de décisions unilatérales sans prise en compte du secteur privé local. Sur le Guatemala, le rapport du Département d'État souligne la résilience économique du pays et la volonté du gouvernement d'améliorer le cadre légal pour les IDE. Le pays souffre cependant d'une bureaucratie lourde et de la faiblesse de l'action de l'État. Enfin, au Nicaragua, les États-Unis alertent sur la situation politique et économique qui limite les droits des entreprises et renforce l'emprise du Président Ortega sur l'économie du pays.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 3 août, le Mexique enregistrait 328 006 décès en raison de l'épidémie de COVID-19. 6 803 190 cas confirmés ont été enregistrés. 62% de la population a reçu les deux doses de vaccin.

2 FINANCES PUBLIQUES

Le plan contre l'inflation a coûté près de 28,3 Mds USD au gouvernement mexicain. Alors que le Mexique enregistre un taux d'inflation bien inférieur à la moyenne de l'OCDE, le ministère des finances estime que sans le plan de subventions le taux d'inflation serait supérieur de 2,6 points de pourcentage au taux actuel (8,16%). Ainsi, le plan contre l'inflation a coûté 28,3 Mds USD au gouvernement, dont 21,2 Mds USD destiné aux subventions à l'essence, 3,4 Mds USD à des programmes de sécurité alimentaire et 3,6 Mds USD à des subventions à l'électricité. De plus, le Paquet Anti-Inflation et Déficit (PACIC) a réussi à stabiliser les prix des 24 produits du panier alimentaire de base. Cependant, le ministère des finances estime que la perte fiscale annuelle de l'impôt sur les carburants (IEPS) sera de 20,7 Mds USD.

Hausse de 11,9% g.a des recettes fiscales au premier semestre de l'année. Les recettes fiscales ont atteint 100,6 Mds USD au premier semestre de l'année soit 2,7% g.a, même en tenant compte de la perception plus faible de l'IEPS sur les carburants et des subventions complémentaires pour lutter contre l'inflation. En excluant les subventions et l'IEPS, les recettes ont dépassé les prévisions initiales de 8,5 Mds USD et progressé

de 11,9% g.a en termes réels. Les recettes de l'ISR ont affiché une hausse de 16,1% g.a et les recettes de la TVA une progression de 3,4% g.a. Dans le même temps, la taxe sur les importations a affiché une augmentation de 24,4 % g.a en termes réels, enchaînant ainsi 17 mois de croissance. D'autre part, les recettes pétrolières se sont élevées à 29,2 Mds USD soit une hausse de 29,4% g.a. Plus concrètement, les recettes du gouvernement fédéral et de Pemex ont enregistré une croissance annuelle réelle de 37,6 et 24,4 %, respectivement.

3 ECONOMIE

Le Mexique enregistre le plus faible taux d'inflation des produits énergétiques de l'OCDE au cours du mois de juin. Selon l'organisation, l'augmentation des prix des carburants s'est établit à 5,8 % g.a, soit seulement un septième de l'augmentation moyenne de 40,7 % g.m parmi les pays membres. La stabilité des prix de l'énergie s'explique par le soutien budgétaire du gouvernement aux prix des carburants et de l'électricité sous forme de subventions aux consommateurs au cours des derniers mois, soutenu par les recettes des exportations pétrolières de l'entreprise nationale Pemex. L'inflation a maintenu sa tendance à la hausse en juin, tirée notamment par l'augmentation des prix des denrées alimentaires, qui se situe à 13,6% g.a au Mexique, soit légèrement au-dessus de la moyenne de 13,3% g.a des pays de l'OCDE.

Le rapport « Croissance ou inflation : l'économie dans l'incertitude » de l'Invex table sur un pic de l'inflation entre août et septembre. Ainsi, Invex prévoit un pic de l'inflation à 8,5% qui baisserait progressivement à 8,25% d'ici la fin de l'année et à 5,15% en 2023. Le rapport anticipe une nouvelle hausse du taux directeur de Banxico de 75 pdb le

11 août, à un taux de 8,5% et prévoit une nouvelle hausse de taux d'ici la fin de l'année à 9,25%.

Nouveau record des remesas au premier semestre de l'année. Au cours des six premiers mois de cette année, les envois de fonds des migrants ont atteint 27,56 Mds USD soit une hausse de 16,6% g.a. Le flux cumulé des revenus des transferts de fonds au cours des 12 derniers mois (de juillet 2021 à juin 2022) a atteint 55,5 Mds USD. Au cours du seul mois de juin, les remesas ont atteint 5,1 Mds USD (+15,6% g.a), soit le deuxième mois consécutif avec des envois de fonds supérieurs au seuil de 5 Mds USD. De janvier à juin 2022, 98,8 % du total des envois de fonds ont été effectués par des transferts électroniques, le reste étant réparti entre les envois en espèces et en nature. Les envois de fonds représentent actuellement 4,1% du PIB mexicain, contre près de 3% en 2019.

Recul de la confiance des consommateurs mexicains en juillet 2022. Cette baisse est principalement due à la perception négative des consommateurs sur les perspectives économiques et sur les hausses des prix. Selon les données de l'Institut national des statistiques et de la géographie (Inegi), l'indicateur de confiance des consommateurs (ICC) a chuté de 1,66 pt en juillet par rapport au mois précédent, en ce qui constitue sa plus forte baisse depuis avril 2020, lorsque celui-ci avait chuté de 10,26 pts. Ce résultat fait suite à une baisse de 0,86 pt en mai et de 0,86 pt en juin. Ainsi, l'ICC s'est établi à 41,33 points, son niveau le plus faible depuis mars 2021. En comparaison annuelle, l'indice a reculé de 2,97 pts. Les consommateurs se sont montrés moins optimistes quant à la situation économique du pays dans 12 mois, mais également dans la situation économique anticipée pour les membres du ménage dans 12 mois. La perception de la situation financière actuelle des membres du ménage par rapport à

leur situation financière actuelle il y a 12 mois a aussi affiché un recul.

La croissance de l'économie mexicaine devrait connaître un ralentissement au cours des deux prochains trimestres. La hausse des taux d'intérêt, l'incertitude des marchés financiers et le ralentissement du commerce mondial devraient affaiblir la croissance au cours des deux derniers trimestres de l'année selon le système d'indicateurs cycliques (SIC) de l'Inegi. L'indicateur anticipe les changements dans le cycle économique du pays et a enregistré une baisse de 0,25 point au sixième mois de l'année, pour s'établir à 100,08 soit 11 mois consécutifs de baisses et son plus bas niveau depuis novembre 2020. Cet indice prend en compte des indicateurs qui mesurent le dynamisme de l'économie dont la confiance des entreprises, le taux d'intérêt interbancaire d'équilibre, la tendance de l'emploi manufacturier, l'activité industrielle, le nombre d'affiliés à la sécurité sociale et le taux de chômage urbain.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Forte hausse de la production pétrolière de Pemex au premier semestre 2022. La production de pétrole brut de Pemex a atteint en moyenne 1,694 M bp/j au S1 2022 soit le niveau le plus élevé pour une période similaire depuis 2017. Si l'on s'en tient aux chiffres du mois de juin, le rapport mensuel de Pemex révèle que la production a atteint 1,7 M bp/j, son niveau le plus élevé depuis janvier de cette année. Les prix du pétrole et la politique du président ont remis Pemex à flot et ont permis à l'entreprise d'accroître la production. Alors qu'en 2019 la compagnie ne comptait que 20 champs pétroliers d'exploitation, Pemex en compte aujourd'hui une quarantaine en développement. Selon le président Lopez Obrador la production s'établirait à 1,2 M de bp/j en moyenne sans les mesures mises en place par l'administration

actuelle. Les revenus des exportations de pétrole de Pemex ont également affiché une forte hausse de 53% g.a à 16,75 Mds USD au premier semestre de l'année 2022. Le prix moyen du baril de pétrole s'est établi à 97,81 USD au cours de cette période. Le directeur général de Pemex anticipe un prix de 90 USD d'ici la fin de l'année et d'entre 80 et 90 USD pour 2023. En outre, l'objectif du président Andrés Manuel López Obrador, selon lequel le pays cesserait d'exporter du pétrole brut à partir de l'année prochaine, semble de plus en plus éloigné. En effet, pour le seul mois de juin, le Mexique a exporté 1,29 M bp/j pour une valeur de 3,36 Mds USD.

lancée début septembre, et financée par 275 M de DTS du pays (soit 360 MUSD) auprès du FMI ainsi qu'un prêt de 200 MUSD de la BCIE. Suite à cette annonce, l'obligation 2023 a rebondi de 10 centimes (à 86 centimes) et la 2025 de 14 centimes (à 50 centimes). Certains économistes ont salué ce premier engagement, mettant fin à plus d'un an d'incertitude sur le remboursement de la dette après l'échec des négociations avec le FMI. Cette annonce ne répond cependant qu'à une partie des obligations de l'état (800 MUSD en janvier 2023 par exemple). De plus, la vente sera volontaire et entraînera une augmentation de la valeur des obligations, diminuant les économies dues au rachat anticipé.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 03/08/2022
Bourse (IPC)	+0,73%	-8,99%	47 196,69 points
Taux de change USD/MXN	+0,29%	+2,03%	20,47
Taux de change EUR/MXN	-0,14%	-11,81%	20,80
Prix du baril mexicain	-3,89%	+30,41%	89,97

2. Guatemala

La compagnie nationale TAG annonce le Leasing de quatre avions de l'entreprise franco-italienne ATR pour 64 MUSD. Ces quatre ATR72 du groupement d'intérêt économique franco-italien ATR seront fournis par l'entreprise américaine Willis Lease et représenteront les plus gros avions de la flotte de TAG. La compagnie comptera dès lors vingt avions lui permettant l'ouverture de nouvelles lignes, notamment vers le sud du Mexique et d'augmenter la fréquence de vols vers les principales villes centraméricaines. La compagnie TAG connaît une forte croissance post pandémie concordant avec une refonte de sa stratégie, qui lui a permis d'enregistrer une hausse de 169% du nombre de passagers sur les sept premiers mois de l'année 2022.

Amérique centrale

1. El Salvador

L'assemblée a approuvé deux projets de loi en vue de racheter au prix du marché une partie des obligations souveraines 2023 et 2025. Portant sur 560 MUSD (pour une valeur faciale totale de ces obligations de 1,6 Md USD), l'opération serait

3. Honduras

La Banque centrale alerte sur l'utilisation du Bitcoin au Honduras. Dans un communiqué, la BCH réaffirme son opposition à l'utilisation de la crypto monnaie qui n'est ni reconnue, ni assurée par le système financier local. Cette annonce fait suite à plusieurs initiatives locales, dans les pôles touristiques de Santa Lucia et de Roatán par exemple permettant le paiement de transactions

financières en Bitcoin. Comme à El Salvador, le tourisme est utilisé par certains acteurs comme un axe de développement pour la démocratisation du Bitcoin.

4. Nicaragua

La Banque centrale augmente son taux directeur de 50 points de base pour atteindre 5,5%. L'organisme précise que cette nouvelle hausse – la troisième de l'année – permettra de meilleures conditions à l'intermédiation financière et de limiter l'inflation qui atteint 10,4% à fin juin. La Banque centrale a également maintenu ses prévisions de croissance pour 2022 entre 4 et 5% contre 2,9% pour la Banque mondiale. Le taux directeur au Nicaragua était de 5,5 % pré pandémie et avait été abaissé 5 fois pour atteindre un bas en mars 2021 à 3,5%.

Caraïbes

1. Cuba

Rétablissement d'un marché de change officiel pour l'achat de devises à Cuba. Une des 75 mesures annoncées par le ministre cubain de l'économie au cours de l'*Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire* de juillet est entrée en vigueur le 4 août : la réactivation du marché de change officiel. Cette décision majeure de la part du gouvernement a pour objet de lutter contre l'explosion du taux de change au marché informel et de sécuriser l'accès aux devises du pays. La mise en place de cette mesure annoncée en juillet se fera en deux temps. D'abord, l'achat de devises étrangères à un taux supérieur au taux de change officiel¹ est rendu possible (à 120 CUP = 1 USD d'après les récentes annonces des autorités) pour permettre au pays de renouer avec l'accès aux devises. Dans

un second temps, la vente de devises à un taux intermédiaire devrait être permise aux entreprises qui importent et commercialisent des produits stratégiques et pour lesquels le déficit d'offre sur le marché national est important (production manufacturière et agricole principalement). Cette mesure est présentée comme une solution de transition aux difficultés de l'accès aux devises du pays et vise à permettre à des acteurs économiques ayant d'importants besoins en devises d'importer les biens intermédiaires nécessaires à leur production et à leur développement.

2. République dominicaine

Promulgation d'une loi sur la confiscation de valeurs patrimoniales provenant d'une infraction pénale. Dans la lutte pour la transparence, cette loi a pour **objectif de récupérer les avoirs qui proviennent directement ou indirectement d'un acte illicite** commis sur le territoire national ou à l'étranger. Le président Luis Abinader a averti que les fonctionnaires qui enfreindront cette loi encourront la responsabilité civile, des amendes allant jusqu'à 400 salaires minimums, des sanctions pénales allant jusqu'à 5 ans de prison, ainsi que la déchéance de leur statut de fonctionnaire.

La Banque centrale de la République dominicaine (BCRD), a de nouveau relevé son taux directeur de 50 points de base, passant de 7,25 % à 7,75 %. Cette décision est fondée par la performance de l'économie mondiale qui est actuellement impacté par une forte inflation. Le taux de la facilité permanente d'expansion de la liquidité (Reste un jour) est passé de 7,75 % à 8,25 % par an et le taux des dépôts rémunérés (Overnight) de 6,75 % à 7,25 %.

¹ Au taux officiel et en cas de convertibilité, 1 USD équivaut à 24 CUP (1 USD / 24 CUP).



Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 03/08/2022</i>	Pourcentage de la population vaccinée <i>Dernières données disponibles</i>
Costa Rica	1 044 385 Décès : 8 740	82,6%
Cuba	1 108 361 Décès : 8 529	89%
Guatemala	1 048 193 Décès : 19 070	39,3%
Haïti	32 296 Décès : 838	1,4%
Honduras	442 319 Décès : 10 939	59,6%
Jamaïque	146 608 Décès : 3 198	26,4%
Nicaragua	14 807 Décès : 244	87,1%
Panama	954 369 Décès : 8 425	74,2%
El Salvador	190 818 Décès : 4 204	66,8%
République dominicaine	631 040 Décès : 4 383	58,1%